

## LE SERMENT DE BON-ENCONTRE - 25 JUIN 1940

### LA GUERRE DES SERVICES SECRETS

#### DE LA DEFENSE NATIONALE

Par M. Jean-Claude Meyer

Ce 25 juin 1940, le cœur serré mais résolu, le colonel Rivet et les chefs du Renseignement sortent du séminaire de Bon-Encontre où ils se sont repliés. Ils se recueillent devant le monument aux morts : « De sa voix sourde, Rivet nous parle. Il trace le devoir de chacun : lutter contre l'envahisseur. Nous en faisons le serment. » Leur mission est de continuer la guerre secrète<sup>1</sup>.

Jusqu'à la fin avril 1940, ils n'avaient cessé d'alerter sur la menace croissante qui émergeait en Allemagne. Ne parvinrent-ils pas à fournir le compte rendu de la conférence secrète d'Hitler avec le ministre de la guerre von Blomberg, les commandants des armées de terre, von Fritsch, de mer, Raeder, et de l'air, Goering, et le ministre des affaires étrangères, von Neurath, le 5 novembre 1937 ? Le même informateur mentionnait aussi une réception offerte à une cinquantaine des grands chefs de l'armée et de la diplomatie à l'issue d'un Kriegsspiel sur le thème d'une offensive contre la Tchécoslovaquie. En effet, depuis 1931, Hans-Thilo Schmidt, au sein du Service du Chiffre à Berlin, communiquait régulièrement les informations les plus secrètes, notamment les plans de la machine de chiffrement Enigma<sup>2</sup>. Dès le 8 décembre 1937, le Comité permanent de la Défense nationale, présidé par Daladier, ministre de la Défense nationale, avec les ministres de la Marine (Campinchi) et de l'Air (Pierre Cot), le maréchal Pétain et les grands chefs de l'Armée, apprit la décision prise par Hitler d'annexer l'Autriche et la Tchécoslovaquie, et de s'agrandir à l'Est et à l'Ouest ; une carte jointe leur montrait que le sud de la France serait laissé à l'influence italienne [elle correspondra au tracé de la « zone libre »]. Le général Gamelin déclara : « Le gros danger est par la Belgique<sup>3</sup>. » Pourtant, on s'obstina à n'envisager l'hypothèse d'une attaque brusquée que sur la ligne Maginot : « Je suis attristé par la faiblesse des résolutions et la dilution des responsabilités », se remémorera Paillole<sup>4</sup>. Olivier Forcade l'explique par le mode d'exercice du pouvoir : « Le renseignement est bien transmis et diffusé par les services spéciaux militaires. Mais son utilisation par le gouvernement leur échappe [...] force est de reconnaître que le système politique de la III<sup>ème</sup> République ne favorise pas une prise de décision

---

<sup>1</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux (1939-1945)*, éd Robert Laffont, Paris, 1975, p. 185-186. Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, éd. Nouveau Monde, 2008, p. 557-558.

<sup>2</sup> Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, éd. Robert Laffont, Paris, 1985, p. 41.

<sup>3</sup> Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, p. 115.

<sup>4</sup> Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, p.117.

rationnelle, par défaut d'un exécutif fort. En outre, les responsables civils ont rarement endossé leur mission de chefs des armées<sup>5</sup>. » L'ambassadeur de la France à Berlin, André François-Poncet, donna lecture à l'abbé René de Naurois d'un long rapport sur l'armée allemande, et il conclut par ce mot amer : « Vous savez, à Paris, cela tombe dans un puits !<sup>6</sup> » Alors que l'Allemagne nazie développait sa puissance militaire, en France on ne voulait pas entendre les voix qui la dénonçaient. Or, à l'évidence, la menace grandissait : l'assassinat du chancelier d'Autriche Dolfuss le 25 juillet 1934 ; le triplement, en 1934, de la Reichswehr qui passa des sept divisions autorisées par le traité de Versailles à vingt et une ; le rétablissement du service militaire obligatoire le 16 mars 1935 ; l'accord naval donné par l'Angleterre le 18 juin 1935 qui autorisa la construction d'une flotte de guerre allemande d'un tonnage égal à 35% du tonnage anglais.

Au « 2bis » avenue de Tourville, à Paris, était installé le Service de renseignements de l'Armée de terre appelé SR Guerre. Indépendamment du SR Guerre, la Marine avait son propre organe de recherche, le SR Marine, et pour les Colonies il existait le SR Intercolonial (SRI). L'Armée de l'air avait un SR Air intégré au SR Guerre mais qui avait tendance à s'en séparer. Seul le SR Guerre disposait d'une branche de contre-espionnage et faisait profiter de son expérience les trois autres services. « Au niveau des directions, les relations étaient excellentes » mais leurs activités ne bénéficiaient pas d'une autorité supérieure qui les aurait coordonnées<sup>7</sup>. Le colonel Roux, en 1932, puis son adjoint, le colonel Rivet, son successeur en 1936, organisèrent le SR Guerre en deux branches : SR et SCR<sup>8</sup>. La SR « Section de Recherche des Renseignements » comprenait des Sections dites géographiques dont la plus importante, la Section allemande (commandant Perruche, commandant Navarre) couvrait l'Allemagne et les pays d'Europe centrale ; il fut aussi créé, indépendamment de la SR-SCR, une Section « Matériel de guerre » à l'étranger. La SCR « Section de Centralisation des Renseignements – Contre-espionnage à l'étranger et dans les armées » comprenait deux sections géographiques : la Section Allemagne (commandant Robien puis, fin 1935, capitaine Paillole et son adjoint le capitaine Bonnefous qui lui succéda en 1937), et la Section Italie (capitaine Bruno). Les deux branches SR et SCR avaient en commun la Section Chiffre et décryptement (commandant Bertrand), la « Section des interceptions spécialisées » par écoutes téléphoniques secrètes (créée en 1936), la Section Chimie-Radio-Photo (créée en 1937). En 1936, le lieutenant-colonel Schlessler prit la tête de la SCR et désigna Paillole comme adjoint. Celui-ci comprit qu'il n'y avait que le recrutement d'agents de pénétration (agents « W ») qui permettrait de connaître les intentions des Services spéciaux ennemis. Des correspondants furent installés dans les consulats de Cologne, Francfort et Berlin.

L'exactitude de la documentation fournie par Hans-Thilo Schmidt se trouvait confirmée par les informations que Madeleine Richou, confidente du général autrichien antinazi Lahousen, et devenue « la source Mad », transmettait de façon régulière : « Dans les semaines de 1939, fut annoncée comme prochaine la liquidation de ce qui, après Munich,

---

<sup>5</sup> Olivier Forcade, p.563.

<sup>6</sup> René de Naurois, (avec Jean Chaunu), *Aumônier de la France Libre. Mémoires*, éd. Perrin, 2004, p. 74.

<sup>7</sup> Henri Navarre (Général) [et un groupe d'anciens membres du SR,] *Le Service de Renseignements (1871-1944)*, Paris, Plon, 1978, p.37.

<sup>8</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux*, p.224-239.

restait de la Tchécoslovaquie. Le plan complet de l'invasion fut fourni le 6 mars, c'est-à-dire avec huit jours d'avance. Les renseignements sur l'action projetée contre la Pologne et, le 24 août 1939, la date de l'invasion donnée à deux jours près. À partir de septembre 1939, des mises en garde furent réitérées contre l'opinion répandue en France selon laquelle Hitler ne prendrait pas l'offensive. Le 25 février 1940, ce fut l'annonce de la prochaine invasion du Danemark et de la Norvège [...]»<sup>9</sup> « À partir du mois d'avril, rappellera Henri Navarre, le rythme des renseignements de toute nature annonçant l'offensive alla en s'accéléralant : la construction de ponts et d'embarcadères sur la Moselle et sur le Rhin, des mouvements de forces blindées, la distribution de cartes du Luxembourg et de la Belgique [...] » Or indique Navarre, d'autres informations attiraient l'attention sur la Ligne Maginot, l'Alsace, la frontière suisse : « À aucun moment, le Deuxième bureau [de l'État major] et le SR ne se laissèrent ébranler par ces fausses informations dont le caractère d'intoxication fut décelé. Mais le Haut Commandement leur prêta souvent une oreille trop complaisante<sup>10</sup>. »

L'Armistice n'allait pas mettre un terme à la mission des Services secrets. En ces circonstances, le jeune capitaine Abtey fit admettre l'actrice Joséphine Baker, alors à Paris, comme « honorable correspondant » : prenant « d'énormes risques », elle commença sa mission de « couverture » lors de sa tournée au Portugal, en intégrant Abtey à sa troupe<sup>11</sup>.

### **Au sein de l'armée de l'Armistice**

Convaincu par le colonel Rivet, le général Weygand obtint de la part des autorités allemandes de la Commission d'armistice que, à l'instar des dispositions qui avaient été celles du traité de Versailles pour l'Allemagne, fût créé un Service des menées antinationales [MA] qui aurait un peu le statut que l'Abwehr avait eu en 1920 : pour chaque division militaire territoriale on installa un Bureau des menées antinationales [BMA], censé devoir assurer la sécurité des unités, services et installations de l'armée de l'armistice<sup>12</sup>. Ainsi, Rivet exerçait-il son autorité sur un service d'apparence légale, les BMA (dirigés par le lieutenant-colonel d'Alès), et sur le SR Guerre.

**Le SR Guerre, réseau Kléber.** Tandis que SR Marine gardait son autonomie, le SR Guerre se transforma sous l'autorité de Rivet et il devint le SR Kléber. La Centrale « Recherche » du Service des Renseignements [SR], dirigée par Perruche, étendait ses recherches sur les pays étrangers et le territoire national. Elle comportait une Section russe et une Section anglo-saxonne. Perruche dirigeait aussi deux Sections clandestines dans la « Villa des Songes » à Vichy : la Section allemande (Navarre, puis capitaine J.-M. Mercier) et la Section Midi (capitaine Le Troter, puis commandant Pellissier) qui travaillait sur l'Italie,

<sup>9</sup> Marie Gatard, *La source MAD*, Préface d'Olivier Forcade, Paris, éd. Michalon, 2017, p. 279. Henri Navarre (Général), p. 59 et 80-81.

<sup>10</sup> Henri Navarre (Général), p. 109.

<sup>11</sup> Alain Juillet et Marie Gatard, « Joséphine Baker au Panthéon » dans *Bulletin de l'Amicale des Anciens des Services spéciaux de la Défense nationale*, n° 256, septembre 2021, p. 16. - « Sans elle, le véritable agent de renseignements que fut Jacques Abtey n'aurait jamais pu mener à bien ses missions. Elle a tout le long de l'Occupation pris des risques considérables pour le « couvrir » et s'est dépensée parfois au-delà de ses forces pour la Résistance » (p. 25).

<sup>12</sup> Paul Paillolle, *Services spéciaux*, p. 224-239.

l'Espagne et le bassin méditerranéen. Camouflées à Uzès (commandant Bertrand), des équipes de décrypteurs écoutaient le trafic radio. Installée à la Poste centrale de Vichy, la section « Nemo » écoutait les ambassades étrangères et certains services allemands. Avec ses postes de recherches le SR étendait son action sur toute la France : à Vichy l'ex-Bureau régional d'études militaires de Metz (capitaine Simoneau), à Limoges l'ex-Bureau d'études du Nord-Est de Lille (commandant Darbou), à Lyon l'ex-Service des Communications militaires de Belfort (commandant Lombard) ; à Marseille l'ex-Section d'études régionales, (commandant Barbaro) surveillait l'Italie ; le poste de Toulouse (capitaine Lullé-Desjardins) surveillait l'Espagne et les troupes allemandes de la côte atlantique du Sud-Ouest. Fonctionnaient aussi les postes de Tunis, Alger et Rabat. Les postes à l'étranger avaient été renforcés et, depuis Belgrade, le commandant Du Crest de Villeneuve coordonnait les postes existant dans le sud-est européen. À la tête du SR Air, le colonel Ronin installa son PC à Cusset puis à Royat : il organisa ses postes de manière indépendante, mais en maintenant, à tous les échelons, une liaison avec le SR. Un rôle important de la Centrale fut de réunir les renseignements à communiquer aux alliés anglo-saxons, et Perruche s'était réservé le choix des moyens de transmission à employer<sup>13</sup>. D'autre part, les interceptions des communications et les décryptements radio permirent de « toujours donner au gouvernement de Vichy une vue correcte des perspectives du déroulement du conflit<sup>14</sup>. »

*La « Source K » fut l'opération la plus importante réalisée par le poste P2 du réseau Kléber [le poste de Vichy, capitaine Simoneau]. Le 23 avril 1942, Rivet fut informé de « l'entrée en fonctionnement d'un nouveau procédé d'interception sur câble Paris-Berlin<sup>15</sup>. » Keller, sous-ingénieur des P. et T., avait sous son contrôle technique le câble souterrain Paris-Metz-Berlin à l'usage exclusif des autorités allemandes. Depuis un pavillon libre trouvé à Noisy-le Grand, situé à six mètres de la ligne, par une nuit du mois d'avril 1942, une tranchée fut creusée ; deux spécialistes, Lobreau et Sueur, installèrent une dérivation portant sur 97 circuits avec un appareil d'interception compensant les pertes de courant qui avait été conçu et réalisé, en pièces détachées, dans divers établissements situés en zone libre ; en novembre, des travaux d'interceptions portèrent sur 320 fils. Le 21 décembre 1942 Keller et six de ses collaborateurs furent arrêtés et envoyés en camps de déportation dont trois, seulement, revinrent ; repliés en zone libre, les autres membres de cette équipe furent exfiltrés par l'Espagne. Les renseignements obtenus en ces huit mois par la source K furent considérables : « Mouvements, transformations de grandes unités terrestres et aériennes, bases de sous-marins, appréciations sur la qualité et le comportement des chefs, suivi en détail de comptes rendus d'opérations de guerre (l'opération britannique menée sur Dieppe) [...] Lorsqu'il était question de l'arrestation de résistants [par la Gestapo] ceux-ci en étaient immédiatement avisés par des messages anonymes glissés sous leur porte<sup>16</sup>. » Des courriers sûrs transmettaient quotidiennement les renseignements collectés : « Tous ceux susceptibles d'intéresser les Alliés leur furent régulièrement communiqués, le SR Air transmettait*

<sup>13</sup> Henri Navarre (Général), p. 132-133 et 143-147.

<sup>14</sup> Henri Navarre (Général), p. 146.

<sup>15</sup> Louis Rivet (Général), *Carnets du chef des Services secrets (1936-1944)*, annotés et présentés par Olivier Forcade et Sébastien Laurent, Paris, Nouveau monde, 2010, p. 506.

<sup>16</sup> Henri Navarre, p. 154-158.

directement à la branche Air de l'Intelligence Service les renseignements susceptibles de justifier une intervention aérienne. »

*Le SCR et le réseau des « Travaux ruraux » [TR]* Le cloisonnement étant rigoureusement observé, les anciens postes de contre-espionnage [SCR] furent dirigés par Paillole depuis Marseille, « Villa Éole », promenade de la Plage, sous la couverture d'une prétendue entreprise de couverture accordée par un directeur compréhensif du ministère de l'Agriculture<sup>17</sup> : les « **Travaux ruraux** ». Les TR couvrirent l'ensemble du territoire<sup>18</sup> : Limoges (Rigaud) avec une annexe à Paris (capitaine Matineau), Clermont-Ferrand (commandant Johannès) avec une annexe à Paris (Garder), Lyon (commandant Hugon), Toulouse (D'Hoffelize), Marseille (Guiraud). En 1940, les effectifs correspondaient à une centaine de cadres et le triple d'informateurs. Les anciens agents « W » de pénétration restèrent en fonction. « Ainsi, nous avons deux agents à l'hôtel Lutetia, au cœur de l'Abwehr » : « Yung [pseudonyme], venu de la Légion étrangère, œuvra jusqu'à la fin de l'année 1943 mais il commit une imprudence et il fut exécuté par les Allemands au cours de l'année 1944 ; « Fochlot » [pseudonyme] ne fut pas démasqué. On connaissait ainsi l'objet des recherches menées par l'Abwehr. Lui-même étant recherché, Doudot rejoignit le poste TR d'Alger pour poursuivre son travail avec l'agent de pénétration resté à Metz ; de même l'agent de pénétration formé à Lille continua son action sur l'Abwehr de Cologne. « On a créé le poste clandestin de Casablanca et on a tout de suite mis sur écoute les commissions d'armistice allemandes, puis on a créé le poste de Tunis (Fontès) qui travaillait sur l'Italie. Tout cela était en place avant la fin de l'année 1940 » précisera Paillole<sup>19</sup>.

Avec Olivier Forcade, on doit reconnaître : « Les TR ont obtenu d'indéniables résultats sur les services allemands, en dépit de la liquidation du poste de Martineau par l'Abwehr fin 1941. Leur cloisonnement permet de limiter les conséquences des arrestations<sup>20</sup>. » Celle de Martineau, le 15 novembre 1941, fut suivie d'arrestations en chaîne ; le travail en Belgique fut compromis par l'arrestation de neuf camarades dont le chef de réseau, Dehenin, en octobre 1941. À Paris furent arrêtés Froment, D'Autrevaux et Desserée. Le recrutement de nouveaux membres se développait et, fin 1941, Paillole put constater : « En un an et demi, nous avons décuplé nos moyens, cinq cents nouveaux agents ou HC (honorables correspondants) bénévoles sont en service dans les sept postes TR métropolitains et d'AFN maintenant étoffés. Notre principal effort de pénétration s'est porté sur les moyens qu'emploie l'ennemi pour se renseigner et agir dans le bassin méditerranéen et en Afrique<sup>21</sup>. » La perspicacité d'un officier des BMA permit de repérer un ancien légionnaire, prisonnier rapatrié, comme étant un espion allemand : retourné, il devint un agent « W » efficace. Un ancien membre du SR belge, René Hengen, avec l'accord de l'état-major de la subdivision de Limoges, procura à l'Ast [poste de l'Abwehr]) de Paris des microphotos de documents

<sup>17</sup> Henri Navarre, p. 132.

<sup>18</sup> Henri Navarre, p. 185.

<sup>19</sup> Paul Paillole, « Dans les coulisses de la guerre secrète. Entretiens avec Paul Paillole. Propos recueillis par Philippe Aziz » dans *Dossiers secrets de l'Histoire*, hors série n° 3, *Le grand duel 1940-1944. Services français contre Gestapo*, p. 12-14.

<sup>20</sup> Olivier Forcade, « Travaux Ruraux » dans François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, Paris, Robbert Laffon, coll. Bouquins, 2006, col p. 216.

<sup>21</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux*, p. 325.

authentiques, et il put ainsi y faire admettre comme informateur un sous-officier en instance de mutation pour l'Algérie. Malheureusement, Hengen sera arrêté en août 1942 et mourra en déportation. L'action d'intoxication menée sur le SR allemand permit de répertorier 4500 individus suspects de relations avec les Services spéciaux de l'Axe. Depuis l'Armistice jusqu'à la fin de l'année 1941, en collaboration avec les BMA, les TR firent déférer à la Justice militaire 316 espions : « seize ont été passés par les armes, une dizaine ont « disparu » et cinquante dirigés vers l'Algérie pour échapper aux recherches des commissions allemandes<sup>22</sup>. » Ce fut ainsi qu'au mois d'avril 1942, Devilliers qui, infiltré au sein du réseau Combat, trahissait, fut traduit devant le tribunal militaire de Lyon et fusillé. Au total, il y eut « une quarantaine d'exécutions en zone libre et en Afrique du Nord » ordonnées par les tribunaux militaires<sup>23</sup>.

Des menaces planaient sur nos Services. L'amiral Darlan les accusait de « collaboration persistante avec « l'Intelligence Service », de « travail contre l'Allemagne » : il aurait voulu un SR unifié qui lui aurait été rattaché<sup>24</sup>. » À son retour au pouvoir, Pierre Laval convoqua Rivet le 10 juillet 1942 : « Il ne veut plus être contrarié dans sa politique par nos activités CE et SR que les Allemands lui reprochent sans cesse. Sa politique vise à faire une France impériale (intégrité du territoire et Empire occidental africain) et l'abandon de toute politique continentale en Europe. Il entend donner aux Allemands des satisfactions tangibles [...] Il convient que les Allemands n'approuvent pas unanimement la politique qu'il poursuit [...]»<sup>25</sup> Il s'ensuivit la dissolution des BMA le 1<sup>er</sup> août 1942. En rival de Laval, l'amiral Darlan demanda à Rivet de préparer une réorganisation des services spéciaux. Rivet confia le SR Guerre au lieutenant-colonel Delor, le commandant Louis Péliissier remplaça Perruche ; le décret du 24 août créa un Service de Sécurité militaire [SSM], d'apparence légale, placé sous l'autorité de Paillole. On savait prochaine l'invasion de la Zone Sud. Le 28 août, Paillole réunit les chefs des services TR et SSM : dirigé par le commandant Lafont ['Verneuil'], le réseau des TR devrait, dans une complète clandestinité, poursuivre sa mission en France et maintenir la liaison radio avec Alger ; les postes africains (commandant Chrétien) resserreraient leurs liaisons avec les Alliés ; les postes SSM (dirigés par Navarre en mars 1943) se prépareraient à la clandestinité et, dans la perspective de la Libération, recruteraient localement des gens compétents sur les questions de sécurité et de contre-espionnage<sup>26</sup>.

De son côté la « Source MAD » poursuivait sa mission. Depuis Budapest où elle avait été envoyée, Madeleine Richou transmettait les importantes informations données par Lahousen, devenu un proche collaborateur de Canaris : en avril 1941, des renseignements précis sur l'attaque contre la Russie ; une mise en garde contre une tentative d'assassinat du général Weygand ; début 1942, des informations sur les mesures prévues pour empêcher la flotte mouillée à Toulon de gagner l'AFN ; communication de l'ordre qui avait été donné d'assassiner le général Giraud ; le 4 novembre 1942, un message indiquait « [...] Ressources

<sup>22</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux*, p. 328.

<sup>23</sup> Paul Paillole, *L'homme des services secrets*, Entretiens avec Alain-Gilles Minella, Paris, Julliard, p. 181.

<sup>24</sup> Henri Navarre, p.136-137.

<sup>25</sup> Louis Rivet (Général), p.511 et 518.

<sup>26</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux*, p. 375-376.

de guerre encore grandes, mais impossibilité pour Hitler d'atteindre ses buts »<sup>27</sup>. Après le franchissement de la ligne de démarcation par les forces armées allemandes, les renseignements de MAD ne parvinrent que difficilement à la direction du renseignement quand celle-ci dut se déplacer à Alger.

### **L'invasion de la Zone Sud**

Sur l'insistance du général Revers qui l'estimait « particulièrement exposé », Rivet dut partir. Le matin du 10 novembre, à 4h15, Rivet avec Ronin et un groupe d'officiers (dont les capitaines La Chenelière et Badré pour le SR Air) purent obtenir un « Dewoitine » à Marignane et atterrir à Biskra. Ainsi, « les organes supérieurs des Services secrets étaient donc en Algérie, tandis que les organes d'exécution entraient dans la clandestinité totale », dut constater Paillole. Le 11 novembre, les troupes allemandes occupèrent la Zone libre. Sachant les menaces qui pesaient sur les postes émetteurs, Paillole fit changer l'implantation des TR pour plonger encore plus dans la clandestinité : « La trahison, la répression menaçaient. Les liaisons difficilement établies avec l'extérieur (Alger et Londres) demeuraient lentes et de plus en plus précaires », alors qu'il fallait exploiter rapidement les renseignements obtenus. « J'avais comme premier devoir de [...] continuer la coopération avec les services secrets alliés. » Activement recherché par la police de Vichy et par l'Abwehr, fin novembre 1942 Paillole réussit à franchir la frontière espagnole. Ses camarades de l'Intelligence Service l'aiderent à implanter à Barcelone une base pour assurer les liaisons secrètes avec son réseau en France, et ils lui permirent de gagner Gibraltar puis Londres.

### **La Direction générale des Services Spéciaux créée à Alger**

À Londres, Paillole rencontra le colonel Menzies de l'Intelligence Service : ils adoptèrent le principe de centraliser les renseignements et les opérations d'intoxication de l'ennemi par de fausses informations ; cette coordination devait être assurée à Londres par Bonnefous à partir de mars 1943. Paillole eut aussi une entrevue cordiale avec Dewavrin « Passy », chef du BCRA de la France Libre, avant de se rendre à Alger au début de janvier 1943. Placé à la tête de la Direction des Services de renseignements et de Sécurité Militaires [DSRSM], le colonel Rivet fit officialiser par le général Giraud, commandant en chef, la nomination de Paillole, promu au grade de commandant, comme directeur de la SM [Sécurité Militaire et Contre-espionnage] ; Ronin fut mis à la tête du SR Air et Trautmann placé à la tête du SR Marine ; De Villeneuve fut placé à la tête du SR Guerre avec Simoneau comme adjoint.

Dès les premiers mois de l'année 1943, l'orage se déchaîna contre le réseau « TR ancien ». À Toulouse, les deux responsables du poste TR, Berthaud et Reynard, furent arrêtés ; de même Terres, chef de l'antenne de Perpignan ; à Montpellier, Blattes était tombé dès décembre 1942. À Clermont-Ferrand, le filet se resserrait sur Johannès, arrêté le 5 juin 1943 avec son fils, une partie de sa famille et celle de Mercier<sup>28</sup>. Singulièrement graves furent les conséquences de la trahison de Lemoine, âgé et malade, qui n'avait pas obtempéré à

<sup>27</sup> Marie Gatard, *La source MAD*, p. 127, 155, et 280.

<sup>28</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux*, p. 502-503.

l'ordre donné par Paillole de gagner l'Espagne. « Pendant vingt ans, il avait été le recruteur du SR français et son homme à tout faire<sup>29</sup>: arrêté le 27 février, il donna les noms d'agents ou d'honorables correspondants qu'il avait recrutés avant la guerre, notamment Hans-Thilo Schmidt ; il dut reconnaître que le nom d'Alison, figurant dans ses carnets, correspondait au colonel Perruche, lequel fut ensuite arrêté<sup>30</sup>. Le réseau Kléber subit lui aussi des pertes importantes. En février 1943, la découverte à Lyon de la firme Technica où se camouflaient les sections de recherche allemande et italienne, entraîna la chute des deux postes de Lyon du [SR] Service des Renseignements tandis que le poste de Vichy et celui de Limoges durent se mettre en sommeil. Seuls restèrent intacts le poste de Marseille et celui de Toulouse – Or pour Toulouse, les chefs du poste TR étant arrêtés, le cloisonnement des services avait donc joué son rôle protecteur -. En 1943, le SR Kléber comportait : une annexe à Paris avec dix réseaux, les branches de Lyon (Uranus), Marseille (Éole, puis Mercure), Toulouse (Flore, puis Vénus)<sup>31</sup>. Il devenait urgent de rétablir la liaison avec les réseaux métropolitains « TR ancien » qui avaient subi des arrestations dans la région du Nord, la Vendée et la Basse-Loire<sup>32</sup>. Malgré les arrestations, la mission devait se poursuivre : dès la fin du mois de janvier 1943, Paillole avait décidé la création d'un réseau parallèle.

### **La création du réseau « TR jeune »**

Le capitaine Vellaud sélectionna et recruta en AFN une vingtaine d'officiers, autant de sous-officiers et de civils qu'il fallut former. Dès mars, avec Vellaud les premières équipes furent acheminées soit par sous-marin en Méditerranée, soit par l'Espagne, soit par parachutage ; il s'agissait aussi de participer à la « Force A » organisée par les Alliés pour mettre en œuvre divers moyens d'intoxication de l'ennemi<sup>33</sup>. Déjà, la première mission de Michel Thoraval, instruit et formé en Angleterre, parachuté dans la nuit du 18 au 19 janvier près d'Issoire, avait permis de joindre Verneuil, de prendre contact, à Vichy, avec l'ORA, les généraux Olleris et Frère, et d'apporter des fonds. Dans la nuit du 18 février, un petit monomoteur Lysander, opérant une mission « pick-up », récupéra Thoraval et Bonnafous, ainsi que les renseignements de contre-espionnage recueillis depuis le départ de « Monsieur Périer » [Paillole]. Parachuté le 22 avril avec le capitaine De Peich, Thoraval continuait son rôle de liaison avec TR ancien, tandis que De Peich fixait avec Verneuil et Navarre les bases de TR jeune. Sur place le commandant Johanès et le gendarme Hermann surent déjouer les recherches, trouver les terrains pour les avions. À l'aube du 18 mai un avion déposa une équipe de TR jeune et récupéra le général Georges et le colonel Duval que Churchill et Giraud attendaient impatiemment. Au cours d'une nouvelle mission, De Peich fut arrêté à Paris le 4 décembre 1943 et mourut dans « le train de la mort » le 3 juillet 1944.

Il fallait protéger l'Afrique du Nord contre la venue d'espions allemands. Chargé d'une mission de pénétration, le capitaine Pimont parvint en Espagne et demanda l'aide des représentants de Vichy auxquels il sut donner les apparences de son opposition aux Alliés.

<sup>29</sup> Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, p.160 (dossier photo, deuxième page)

<sup>30</sup> Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, p. 223s.

<sup>31</sup> Henri Navarre, p. 231s.

<sup>32</sup> Paul Paillole, *L'homme des services secrets*, p. 456.

<sup>33</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux*, p. 437, 451-453.

Bien accueilli à Vichy par Laval, et introduit à l'Abwehr, il put prévenir Alger de l'arrivée d'officiers français passés au service de l'ennemi. Il transmet des renseignements importants, comme cette conclusion d'une conférence faite à Paris par Rommel : « Littoral Manche considéré par les Allemands comme probable » [pour un débarquement]. Ce message passa le TR jeune de Marseille dirigé par le capitaine Avallart. Or celui-ci avait accepté les services de Max de Wilde, évincé par Paillole l'année précédente. Inquiet, Paillole demanda aux deux officiers de rentrer en AFN : trop confiants, ils restèrent, or Max de Wilde trahissait et ils furent arrêtés en avril 1944. En Vendée, dans la nuit du 16 août 1943, avait été parachuté le lieutenant de vaisseau Lavallée qui sut implanter un réseau « d'honorables correspondants » chargés de surveiller les ports de Saint-Nazaire et Nantes et d'identifier les formations militaires, les organisations ennemies et leurs auxiliaires. L'Abwehr introduisit l'un de ses agents qui, le 11 décembre, le fit arrêter à Paris ainsi que son opérateur radio ; l'Abwehr rétablit à son profit le contact avec Londres. Averti le 11 avril 1944 par un officier interné à Fresnes, Navarre utilisa « le poste Lavallée » dans le cadre de l'intoxication de l'ennemi. Transférés au camp de Buchenwald le 17 août 1944, Lavallée, son radio Chaigneau, et Avallart y retrouvèrent Vellaud, Heusch (chef de poste de la région Centre), De Séguier et Rambaud : avec deux officiers du BCRA, Evesque et Loison, ils firent partie du groupe des 37 officiers français, anglais, canadiens et belges qui, en septembre-octobre 1944, y furent exécutés<sup>34</sup>.

En février 1943, fut réalisée la première des missions sous-marines secrètes entre Alger et le Cap Camarat, près de Ramatuelle, pour transporter agents, matériels, armes et courriers, grâce au capitaine de frégate L'Herminier, commandant du *Casabianca*<sup>35</sup>. Malheureusement, en novembre, l'annonce de la mise en alerte des postes allemands parvint tardivement à Paillole alors que le *Casabianca* avait appareillé pour une nouvelle mission. Informé, le général Giraud ordonna son rappel à la base, alors qu'il savait que sa fille Monique, âgée de 16 ans, aurait dû faire partie des passagers. Aux abords du rivage, une patrouille allemande surprit le groupe. Le jeune Alsfasser projeta Monique dans les buissons, puis il ouvrit le feu et son sacrifice sauva l'ensemble du groupe qui, profitant de l'obscurité, put se replier et se dérober aux recherches. Monique Giraud fut ultérieurement exfiltrée par Barcelone.

Alsfasser, un homme bien entraîné, venait d'accomplir une mission à Toulouse en collaboration avec le Groupe Morhange : l'exécution de l'intendant de police Barthelet, ordonnée par les autorités d'Alger. Après avoir sévi à Lyon, Barthelet venait d'être nommé à Toulouse. La nouvelle répandue par la radio de Londres attesta que, désormais, dans la hiérarchie administrative et policière, nul n'était à l'abri des représailles des patriotes<sup>36</sup>. Par l'antenne de Barcelone, Taillandier « Morhange » tenait Paillole exactement informé des renseignements qu'il pouvait recueillir. Avec son accord, Achille Viadieu, commerçant toulousain, entra au PPF de Doriot et au RNP de Déat, tandis que Pierre Saint-Laurens était infiltré dans la Gestapo toulousaine. Bien informé, Taillandier put mener une lutte armée contre les agents de l'ennemi : « Quatre-vingt-treize fois, sa justice s'abatta implacable sur

<sup>34</sup> *Livre d'Or du Mémorial de Ramatuelle*, p. 339s.

<sup>35</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux*, p. 222.

<sup>36</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux*, p. 515-520.

l'Abwehr, la Gestapo et les traîtres<sup>37</sup>. » Le groupe perdit dix-neuf de ses membres, dont Taillandier, tué dans un accrochage le 11 juillet 1944 ; sept revinrent vivants des camps de déportation, et trois furent grièvement blessés.

Dans le dessein de pouvoir disposer à la Libération d'un organisme capable d'assurer les mesures relevant de la Sécurité militaire, Navarre fut chargé de créer ce réseau SSM précurseur en France. Dans la perspective du débarquement allié, le capitaine De Saint-Hilaire réanima l'antenne parisienne du réseau Kléber sur la zone Nord. Le 19 août 1944, le chef du réseau passa les lignes ennemies et, à Neuville-sur-Sarthe, il remit à l'état-major de la 3<sup>e</sup> armée US l'ordre de bataille de la Wehrmacht, dont il avait fait parvenir une première version à l'état-major interallié le 4 juin<sup>38</sup>.

Les réseaux constitués du SR Air couvrirent tout le territoire. Les réseaux Samson (lieutenant Masson) et SR Air (capitaine Gervais) renseignèrent sur les défenses de Normandie et de Bretagne, sur l'ordre de bataille de la Lutwaffe, et sur la localisation des radars et des rampes de V1. Fin mai 1944, le réseau François Villon (commandant Maurice Challe) transmet l'ordre de bataille de la Wehrmacht dans l'ouest et le sud de la France. Arrêtés et torturés, Boiron (à Marseille), Pascal et Koenig (à Narbonne), Michel Reyx et Duthilleul (à Paris), ne parlèrent pas. Koenig put s'échapper, les autres moururent en déportation<sup>39</sup>.

Le SR Marine<sup>40</sup> décida, en novembre 1942, de se conformer aux ordres de l'amiral Darlan. Cependant, certains éléments continuèrent le travail avec le SR Guerre. Dans le cadre du réseau Bruno (commandant Pourchot) basé à Berne, la Section Marine (capitaine de frégate Ferrand) renseigna sur la situation permanente des sous-marins allemands, l'activité des bases en Baltique et Norvège, l'activité des ports français et de la marine italienne. Deux anciens réseaux, restés actifs sur les côtes de Provence et du golfe de Lion, permirent les liaisons sous-marines entre Alger et la Provence.

### **La fusion des Services Spéciaux**

Conséquence de la dégradation des rapports entre Giraud et De Gaulle, un décret du 27 novembre 1943 fondit les Services avec le BCRA dans le cadre d'une nouvelle Direction générale des Services spéciaux [DGSS] confiée à Soustelle et rattachée au Chef du Comité Français de Libération Nationale, Charles De Gaulle. Par un décret du 4 avril 1944, celui-ci de vint chef des armées et le seul maître des Services Spéciaux : Rivet, nommé général, fut limogé le 15 avril ; Ronin, chef du SR, était déjà limogé ; Du Crest De Villeneuve, chef du SR Terre, fut affecté en Tunisie, et Simoneau, son adjoint, fut chargé d'organiser le Service de Recherche Opérationnelle [SRO] de l'armée De Lattre. Paillole était maintenu dans ses fonctions à la tête de la Direction de la Sécurité militaire [DSM] et, le 24 avril 1944 il parvint à faire signer par le général De Gaulle une décision confirmant les attributions de la

<sup>37</sup> Paul Paillole, *Services spéciaux*, p. 524.

<sup>38</sup> Navarre, p. 236. Paul Paillole, « Les Services Spéciaux dans les opérations de libération du territoire » dans *50<sup>e</sup> Anniversaire des Débarquements et de la Libération de Paris*, brochure ASSDN, Paris, 1994, p.13.

<sup>39</sup> Jean Bezi, *Le SR Air*, Paris, France-Empire, 1979, p. 169, 278-279 et 302-305. *Livre d'Or du Mémorial de Ramatuelle*, Paris, éd. Taillandier, 2005, p. 560.

<sup>40</sup> *Livre d'Or du Mémorial de Ramatuelle*, p. 562.

DSM : « Ce Service est seul habilité pour traiter avec les autorités françaises et alliées des questions de Contre Espionnage. » Invité à se rendre à Londres par le colonel Dick White, de l'état-major d'Esenhower, il lui fut déclaré : « Vous êtes le premier et le seul officier français à pénétrer pour l'instant les secrets du prochain débarquement sous réserve que vous conserviez le caractère absolu de ce secret. » Un protocole d'accord fut conclu : des détachements du SSM seraient mis à la disposition des grandes unités alliées en Normandie et en Provence pour participer à leur sécurité et y veiller en France avec le SSM précurseur. Les équipes clandestines du réseau Kléber renforcèrent les antennes du SSM débarquées en Provence. Quand la 1<sup>ère</sup> Armée se sera stabilisée en septembre en Bourgogne, le SRO enverra des agents et des officiers à l'intérieur du dispositif ennemi et jusqu'au cœur du Reich<sup>41</sup>.

Le colonel Robelin, l'un des premiers honorables correspondants du CE clandestin dans la gendarmerie et la garde, détaché en décembre 1942 au Secrétariat général de la Police Vichy, avait reçu du général Verneau (arrêté fin octobre 1943 et mort en déportation) la mission de préparer l'action de la gendarmerie lorsque l'insurrection se produirait. Il préparait avec l'ORA l'entrée en dissidence de six mille gardes quand, le 6 juillet 1944, il tomba dans un guet-apens tendu dans le cabinet de Darnand : arrêté avec dix de ses officiers, il fut torturé et assassiné le 10 août ; l'un de ses collaborateurs, Delmas, mourut au camp de Mauthausen.

À Paris, Gérard-Dubot avait camouflé le Bureau de Sécurité militaire dans les anciens locaux du périodique « Le Journal » qui se trouvaient à demi occupés par les services du S.T.O. ; le fonds d'imprimerie restant lui permit d'imprimer cartes d'identité, ordres de mission et divers documents. Il recruta et forma cinq cents agents ou honorables correspondants entre mai 1943 et le 19 août 1944, jour où il décida de faire surface et de commencer le nettoyage de Paris et de la région Île-de-France ; Bonnefous et l'équipe SSM de la 2<sup>e</sup> D.B. les rejoignirent le 25 août. Navarre entretint des relations suivies avec les représentants du général De Gaulle<sup>42</sup>. Accompagnant les armées alliées, nos services de CE firent une abondante moisson de documents dans les locaux des Services spéciaux ennemis : ils auront permis les arrestations de 4589 personnes suspectes d'intelligence avec l'ennemi et il en résultera 756 condamnations à mort<sup>43</sup>.

Une restructuration des Services spéciaux en une Direction Générale des Études et Recherches, décidée par Soustelle fin septembre 1944, introduisit « des personnels venus sans contrôle de toutes parts », a relaté Paillole. Avec la DGER s'amorçait l'éclatement de nos services » : la protection de l'armée (la sécurité militaire) revint au ministère de la Guerre, la Direction de la Surveillance du territoire (le contre-espionnage) au ministère de l'Intérieur, et il ne restait à la DGER que la recherche du renseignement à l'extérieur des frontières. Alors que la guerre n'était pas finie, on retirait à l'autorité militaire une partie de ses prérogatives et on dispersait ses moyens, constata amèrement Paillole<sup>44</sup> qui donna sa démission fin novembre 1944 et quitta l'armée avec le grade de lieutenant-colonel.

---

<sup>41</sup> Paul Paillole, « Les Services Spéciaux dans les opérations de libération du territoire », p. 12.

<sup>42</sup> Paul Paillole, *ibidem*, p. 14.

<sup>43</sup> Paul Paillole, *ibidem*, p. 13.

<sup>44</sup> Paul Paillole, *L'homme des services secrets*, p.255-257.

« Nos réseaux Kléber, SSM/F/TR, SR Air et SR Marine comptent un total de 4234 agents homologués, y compris les 312 du réseau Roy de notre abbé Lapouge », attestera Paillole. On n'oubliera pas que la recherche du renseignement fut aussi accomplie par plus de deux cents autres réseaux de renseignements, depuis « Alliance » créé en septembre 1940, avec 2405 agents homologués (dont 420 périrent fusillés ou massacrés), jusqu'au réseau Ya-Ya (de l'Office of Strategic Services) créé en 1943 par le lieutenant Jacques avec 12 agents homologués<sup>45</sup>.

### Le Mémorial de Ramatuelle<sup>46</sup>

Proche de la crique d'où partirent les embarcations vers le sous-marin Casabianca, s'élève le monument qui, élevé le mai 1959, porte, gravés en lettres d'or, les noms des trois cent vingt membres des Services secrets, militaires ou civils, dont vingt deux femmes : deux cent un succombèrent dans les camps de déportation, les autres périrent fusillés ou massacrés. Leur âge variait entre 17 et 83 ans, cinquante avaient moins de 25 ans :

« Héliot, Delmas, Le Hénaff, Taillandier,

Avallard, Vellaud, Mages, Lavallée...

*Et ces 326 héros que je ne peux tous nommer.*

C'est Robelin, tué à coups de cravache,

C'est Poukhiakoff, décapité à la hache,

C'est Caubet, étouffé avec 100 autres dans ce wagon hideux

qui le conduisait au sacrifice<sup>47</sup> »

Tous connaissaient les risques encourus, comme Pierrette Louis, 24 ans, qui écrivit dans la lettre laissée pour ses parents avant son départ en mission : « Il ne faut pas que vous soyez trop tristes, car cette mort-là c'est la seule que je souhaite avoir, parce que c'est la plus belle. Mon âge ne compte pas. Je suis volontaire. Cette mission dont je ne reviendrai peut-être pas, je ne l'ai pas subie comme un ordre. Je ne l'ai pas non plus acceptée à l'aveuglette. Non, j'ai pensé et j'ai choisi [...] Je sens la France en moi et c'est pour cela que j'ai choisi de partir. » Opératrice radio, Pierrette Louis fut parachutée avec trois autres compagnes le 5 avril 1944 ; arrêtées à Paris puis déportées à Ravensbrück, elles furent exécutées dans ce camp le 18 janvier 1945. Si ces réseaux ne subirent pas davantage de pertes, cela provenait de leur cloisonnement, mais aussi du courage de leurs membres qui, arrêtés et torturés, ne parlèrent pas. Le Mémorial de Ramatuelle rappelle l'héroïsme de ces soldats de l'ombre.

<sup>45</sup> Paul Paillole, « Les Services Spéciaux dans les opérations de libération du territoire », p. 7. – Georges Loustaunau-Lacau (Général), *Mémoires d'un Français rebelle*, Biarritz, J&D, réédition, 1994, p. 211.

<sup>46</sup> *Livre d'Or du Mémorial de Ramatuelle*.

<sup>47</sup> Paul Paillole, « Les fondements de l'AASSDN », 25 mai 1963, dans le Bulletin de l'AASSDN.

## Indications bibliographiques

*Livre d'Or du Mémorial de Ramatuelle*, Paris, éd. Taillandier, 2005.

Pierre Nord (Colonel Brouillard), *Mes camarades sont morts*, 3 volumes, Paris, Librairie des Champs-Élysées, 1947.

Michel Garder, *La Guerre secrète des Services spéciaux français, 1935-1945*, Paris, Plon, 1967.

Rémy, *Morhange « les chasseurs de traitres »*, Paris, Flammarion, 1975.

Paul Paillole, *Services spéciaux (1939-1945)*, éd Robert Laffont, Paris, 1975.

Henri Navarre (Général) [et un groupe d'anciens membres du SR], *Le Service de Renseignements (1871-1944)*, Paris, Plon, 1978,

Jean Bezi, *Le SR Air*, Paris, France-Empire, 1979.

Paul Paillole, *Notre espion chez Hitler*, éd Robert Laffont, Paris, 1985.

Olivier Forcade, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, éd. Nouveau Monde, 2008.

Marie Gatard, *La Pierre qui parle*, Préface de Max Gallo, L'Esprit du Livre, 2008.

Marie Gatard, *La source MAD*, Préface d'Olivier Forcade, Paris, éd. Michalon, 2017.

Louis Rivet (Général), *Carnets du chef des Services secrets (1936-1944)*, annotés et présentés par Olivier Forcade et Sébastien Laurent, Paris, Nouveau monde, 2010.